

[PLAIDOYER](#)

LETTRE OUVERTE AUX POLITIQUES

29 Août 2017

M. COLLOMB, Ministre de l'Intérieur,
M. INGLEBERT, Préfet Délégué pour l'Egalité des Chances,
M. KIMELFELD, Président de la Métropole,
M. KEPENEKIAN, Maire de la ville de Lyon,
M. PHILIP, Maire du 3ème arrondissement de Lyon,

Lyon, le 29 août 2017

Messieurs,

Nous sommes le collectif Agir Migrants Lyon constitué de 120 citoyen-nés qui viennent en soutien aux 150 familles en demande d'asile qui étaient localisées jusqu'à vendredi dernier sur l'Esplanade Nelson Mandela à Lyon 3ème.

Ces demandeurs d'asile ont été expulsés une cinquième fois en 7 mois sans solution d'hébergement acceptable.

Ces migrants subissent des harcèlements et des violences policières que nous avons documentés :

- les personnes sont contraintes de dormir assises ou debout
- des papiers et des affaires personnelles ont été jetés à la déchetterie
- des familles avec des enfants en bas âge et des femmes enceintes sont concernées

Ces migrants ont des droits !!! Il est de la responsabilité de l'Etat, de la Métropole et de la Ville de Lyon de veiller à ce que ces droits soient respectés.

Ces personnes ont faim, ont soif, ne dorment pas, ne se lavent pas correctement, n'ont pas de toilettes suffisantes, ne peuvent pas se soigner, les enfants ne sont pas scolarisés.

En tant que citoyen-nés nous avons honte de voir le pays des droits de l'Homme traiter des familles avec si peu d'humanité.

Nous demandons :

- **la fin du harcèlement et des violences policières**
- **des hébergements** pour la durée des demandes d'asile
- **des réquisitions d'immeubles**
- **des mises à disposition de bâtiments publics**
- **l'ouverture de terrains**
- **le versement de l'ADA** dans des délais acceptables (4 mois de retard enregistrés)
- **l'ouverture quotidienne des restaurants sociaux** aux personnes en attente de rendez-vous à la Préfecture
- **des points d'eau et d'assainissement** en nombre
- **des actions de scolarisation** pour les enfants

Nous demandons également à ce que l'Albanie ne soit plus considérée comme un pays sur. Les migrants présents sur ce camp craignent pour leur sécurité en retournant dans leur pays. Nous ne sommes pas dans des cas de migrations économiques.

Au nom de la Convention de Genève, nous demandons une politique d'accueil digne de ce nom.

Au vu de l'urgence de la situation, nous avons saisi le Commissaire européen des droits de l'Homme, ainsi que le Défenseur des Droits.

Le collectif Agir Migrants Lyon

URGENT